



Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie

Région  
Nord  
Pas-de-Calais

**Docteur Nathalie ROUSSELOT**  
**Association SAMBA**  
**191 route de St Omer**  
**62280 SAINT MARTIN LES BOULOGNES**

Contact

Téléphone

Votre référence Nos réf. : 960310-597

Notre référence

Villeneuve d'Ascq, le 6 août 2009

Objet : Décision du Bureau du Conseil Régional de Gestion du FIQCS.

Docteur,

L'instruction des demandes de financement 2009, pour l'ensemble des dossiers FIQCS est désormais arrivée à son terme.

Ainsi, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint la décision conjointe prise en faveur de l'association SAMBA.

Afin de procéder aux deux premiers versements, je vous serais reconnaissant de bien vouloir nous renvoyer les 4 exemplaires joints de la convention de financement, paraphés en bas de chaque page (pages 1 à 8) et signés (page 9), accompagnés des annexes.

Ce document a été sensiblement modifié par rapport aux années précédentes afin d'intégrer les directives nationales. J'attire particulièrement votre attention sur le contenu des annexes, notamment l'annexe 1 qui définit les objectifs à atteindre au cours de la période de financement et l'annexe 6 relative aux détails du budget accordé.

Par ailleurs, les modalités de versement ont également été revues. Les versements interviendront désormais trimestriellement, conformément à l'échéancier figurant en annexe 2, sous réserve de la disponibilité des crédits et sur présentation de l'ensemble des documents prévus.

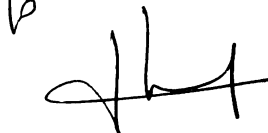
Je vous remercie par avance de l'attention que vous portez au respect des nouvelles dispositions, lesquelles conditionnent l'octroi des fonds selon le calendrier arrêté dans la présente convention.

Pour tout renseignement relatif à la convention ou toute demande d'informations complémentaires, vous pouvez vous rapprocher de :

- Sylvain LEQUEUX : 03.28.80.99.23  
Instruction des dossiers FIQCS
- Thérèse - Françoise DEMARQUETTE : 03.28.80.99.14  
Suivi des conventions et des versements.

Dans l'attente de la transmission des éléments précisés ci-dessus, nous vous prions d'agréer, Docteur, l'assurance de nos salutations distinguées,

Le Directeur de l'Union Régionale des  
Caisses d'Assurance Maladie

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'B. Schmitt', with a stylized flourish at the end.

Bernard SCHMITT.

## DECISION INITIALE DE FINANCEMENT N° 960310-597

### MAISON MEDICALE DE GARDE

**Les directeurs de l'Agence régionale de l'hospitalisation et de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord - Pas-de-Calais,**

- Vu les articles L162-45, L162-46, L221-1, D221-1 à D221-27, R162-59 à R162-68 du code de la sécurité sociale ;
- Vu les articles L6321-1 et L6321-2, D6321-1 à D6321-7 du code de la santé publique ;
- Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 ;
- Vu la loi n° 2008 – 1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,
- Vu le décret n°2007-973 du 15 mai 2007 relatif au Fonds d'Intervention pour la Qualité et la Coordination des Soins ;
- Vu les orientations arrêtées par le Conseil National de la qualité et de la coordination des soins dans sa séance du 8 janvier 2009 ;
- Vu la convention passée le 17 décembre 2002 entre le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du Nord - Pas-de-Calais et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord - Pas-de-Calais ;
- Vu le dossier de financement transmis par le promoteur ci-après désigné,
- Vu la délibération du bureau du Conseil Régional du FIQCS réuni le 12 mai 2009.

**Décident conjointement dans le cadre de la Mission Régionale de Santé, d'attribuer un financement dans le cadre du F.I.Q.C.S. à l'association SAMBA**

L'Association SAMBA  
191 Route de St Omer  
62280 Saint Martin les Boulognes

Représentée par le Docteur Nathalie ROUSSELOT



## **ARTICLE 1 : PRESENTATION DU DISPOSITIF FINANCE**

La Maison Médicale de Garde de Boulogne-sur-Mer assure la permanence des soins sur l'ensemble du/des secteur(s) de garde concerné(s). Elle est susceptible d'accueillir toutefois des patients provenant d'autres secteurs et renvoyés par les services d'urgence de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer

Elle vise à améliorer, l'accès aux soins des patients du secteur, en demande de soins non programmés durant les périodes de permanence des soins.

L'accès au médecin de garde fait l'objet d'une régulation préalable par le centre de régulation libérale, qui jugera des moyens sanitaires appropriés pour la prise en charge du patient à savoir : le conseil téléphonique, la consultation au centre de permanence des soins ou au domicile, le transport sanitaire.

Le numéro d'identification de l'association est le 960310- 597.

## **ARTICLE 2 : MONTANT ET CONDITIONS DU FINANCEMENT**

Le montant annuel accordé à l'association pour la période du 1/04/2009 au 31/03/2010 est de 37 443€ (trente sept mille quatre cent quarante trois euros).

La répartition détaillée par exercice et par poste de dépenses figure ci-dessous et dans le tableau budgétaire annexé à la convention de financement.

Nature des dépenses	Exercice 1/04/09 au 31/03/2010
Investissement	3 193
Fonctionnement hors charge de personnel	13 750
Charges de personnel	20 500
Dérogations tarifaires	0
<b>Total annuel</b>	<b>37 443</b>

Les versements seront effectués par l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord Pas de Calais au porteur juridique du projet, après signature d'une convention de financement qui définit chaque année les modalités de mise en œuvre de la présente décision.

Ces versements interviendront selon l'échéancier figurant à la convention sus-mentionnée ou ses éventuels avenants, et sous réserve :

- de la disponibilité des crédits ;
- d'éventuels ajustements budgétaires résultant de l'analyse du rapport annuel d'activité ;
- du respect des obligations figurant à l'article 3.

Le résultat attendu est **l'amélioration de la prise en charge des demandes de soins non programmés pendant les périodes de la permanence des soins sur le(s) secteur(s) de garde concerné(s) par la Maison Médicale de Garde de Boulogne-sur-Mer.**



### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION**

Le promoteur du dispositif bénéficiaire de la subvention, doit :

- porter ces documents à la connaissance de l'usager, et des professionnels de l'aire géographique si nécessaire,
- garantir au patient le libre choix d'accepter de bénéficier de la prise en charge proposée ou de s'en retirer,
- contribuer, en liaison avec les services de l'Etat et de l'Assurance Maladie, à tirer un bilan détaillé de son activité, notamment lors de la remise des rapports d'activité et d'évaluation tels que décrits à l'article 5 de la présente décision,
- ne mettre en œuvre des traitements informatisés qu'après obtention de l'accord de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés,
- tenir une comptabilité conformément aux règles et usages en la matière, avec l'assistance des expertises requises,
- se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales,
- soumettre sans délai à la MRS toute modification juridique ou administrative de l'association ou de l'un de ses promoteurs, et plus particulièrement toute modification statutaire,
- autoriser la MRS à mettre en ligne sur Internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité de l'association. Le bénéficiaire disposera d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent. (Art 34 – Loi informatique et libertés).

### **ARTICLE 4 : CONTROLE DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

La MRS pourra procéder ou faire procéder, à tout moment, à un contrôle de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la destination des fonds que l'atteinte des résultats.

Le promoteur devra accorder un libre accès aux services ou intervenants externes habilités par la M.R.S, pour procéder à toute vérification médicale, administrative, juridique ou comptable relative au financement accordé, et à justifier de tout document ou information relative tant à la réalisation du projet qu'aux dépenses engagées.

### **ARTICLE 5 : MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION :**

Chaque année, au plus tard le 31 mars, l'association financée par le F.I.Q.C.S. transmet un rapport d'activité et d'évaluation, arrêté au 31 décembre de l'année précédente, dans lequel il s'attache à montrer, à partir de la tenue d'un tableau de bord, la réalité de son fonctionnement (patients pris en charge, professionnels et établissements de santé concernés, etc.), l'intérêt médical, social et économique du système mis en place, la qualité de ses procédures d'évaluation.

Ce rapport précise les résultats obtenus au regard des résultats attendus. Il permet à la M.R.S. d'ajuster le cas échéant le montant du financement attribué.

Le rapport final d'évaluation devra impérativement être adressé trois mois avant le terme de la présente décision. Il analyse le bilan des actions menées et leur apport au regard de l'offre de soins préexistante ; il retrace l'emploi et l'affectation des différentes ressources dont il a bénéficié.

Le renouvellement du financement est subordonné à l'évaluation des résultats.

#### **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS CONCERNANT LE SYSTEME D'INFORMATION**

Dans le cas de recours à un prestataire de service pour le dossier du patient, l'association s'engage à vérifier que la convention, conclue avec ce dernier, permet l'interopérabilité des systèmes.

#### **ARTICLE 7 : NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR L'ASSOCIATION**

##### **1 – Suspension**

En cas de violation des dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables ou de non-respect des engagements souscrits par le promoteur ou des obligations énoncées à l'article 4, la M.R.S. peut prendre une décision de suspension des versements.

A compter de la notification de la suspension, l'association disposera d'un délai de trente jours pour régularisation.

##### **2 – Retrait de la décision de financement**

A défaut de régularisation dans le délai imparti, la M.R.S aura la faculté de décider le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

#### **ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENTS ET DE SUIVI DE L'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

Ces modalités figurent dans une convention conclue entre la MRS Nord Pas de Calais et le bénéficiaire de la subvention, la présente décision y figurant en annexe.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATIONS DES CLAUSES DE FINANCEMENT**

Toute modification à la présente décision fera l'objet d'une décision modificative.

A Lille, le 29/07/2009

Le Directeur de l'URCAM Nord-Pas-de-Calais  
Directeur de la MRS



Dr Bernard SCHMITT

Le Directeur  
de l'ARH Nord-Pas-de-Calais,  
Pour le Directeur empêché,  
Le Secrétaire Général,



**Bernard DELAETER**  
~~Dominique DEROUBAIX~~



## Annexe 1/1 - Tableau budgétaire détaillé

**MMG DE BOULOGNE SUR MER**  
**Association Samba**  
**Budget du 1/04/2009 au 31/03/2010**

<b>Postes de dépenses</b>		<b>Financement du 1/04/2009 au 31/03/2010</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Matériel informatique		2 493
Logiciel informatique		200
Matériel médical		500
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>3 193</b>
<b>FONCTIONNEMENT HORS CHARGES DE PERSONNEL</b>		
<b>Frais généraux</b>		
Assurance		850
Fournitures petits matériels		600
Fournitures médicales		2 500
Frais Postaux + Tél + Internet		1 500
Locaux et charges et frais d'entretien		4 700
Maintenance informatique		600
Réunion du comité exécutif		3 000
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT HORS CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>13 750</b>
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
<b>Rémunérations et Honoraires (charges incluses)</b>		
Expert comptable		6 000
Secrétariat		10 000
Médecin coordonnateur		4 500
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>20 500</b>
<b>DEPENSES DEROGATOIRES</b>		
-		0
<b>TOTAL DEROGATIONS</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>37 443</b>
<b>Solde au 31/03/2009</b>		<b>12 323</b>
<b>FINANCEMENT DEMANDE</b>	<b>-</b>	<b>25 120</b>

**CONVENTION DE FINANCEMENT AU TITRE DU FIQCS  
N° 960310-597**

**MAISON MEDICALE DE GARDE**

**MRS / ASSOCIATION SAMBA**

**Identification des signataires**

**Entre**

L'URCAM NORD PAS DE CALAIS  
4 Allée Vauban  
59662 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX  
Représentée par son Directeur,  
Monsieur Bernard SCHMITT

Et l'ARH Nord Pas de Calais  
Immeuble l'Arsenal,  
2, Rue de Tenremonde  
59800 LILLE  
Représentée par son Directeur,  
Monsieur Dominique DEROUBAIX

dénommés le financeur d'une part

**ET**

L'Association SAMBA  
191 Route de St Omer  
62280 Saint Martin les Boulognes

Représentée par le Docteur Nathalie ROUSSELOT

dénommée le bénéficiaire d'autre part



Vu les articles L162-45, L162-46, L221-1, D221-1 à D221-27, R162-59 à R162-68 du code de la sécurité sociale ;

Vu les articles L6321-1 et L6321-2, D6321-1 à D6321-7 du code de la santé publique ;

Vu la loi n°2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 dans ses articles 4 et 94,

Vu la loi n° 2008 – 1330 du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009,

Vu le décret n° 2007-973 du 15 mai 2007 relatif au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins

Vu les orientations arrêtées par le Conseil National de la qualité et de la coordination des soins dans sa séance du 8 janvier 2009 ;

Vu la convention passée le 17 décembre 2002 entre le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation du Nord - Pas-de-Calais et le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie du Nord - Pas-de-Calais ;

Vu le dossier de financement transmis par promoteur ci-après désigné,

Après avis du Bureau du Conseil Régional de la Qualité et de la Coordination des soins sur le projet étudié en séance du 12 mai 2009,

Vu la décision prise par la Mission Régionale de Santé 29 juillet 2009, publiée au bulletin des actes administratifs de la préfecture de chacun des départements dans lesquels elle s'applique.

**Il a été convenu ce qui suit :**

La présente convention a pour objectif :

- de définir les droits et obligations du bénéficiaire, de la MRS et de l'URCAM Nord Pas de Calais,
- de formaliser le financement accordé,
- de définir les modalités de suivi.

#### **ARTICLE 1- PRESENTATION DU PROJET FINANCE**

<b>Maison Médicale de Garde</b>	
Thématique du projet	Permanence des soins
Objectifs opérationnels du projet	- S'intégrer au dispositif organisationnel de la permanence des soins ; - Améliorer la prise en charge des demandes de soins non programmés pendant les périodes de la permanence des soins sur le(s) secteur(s) de garde concerné(s)

Les objectifs opérationnels du projet sont déclinés sous la forme d'objectifs quantitatifs et qualitatifs en **annexe 1**.

#### **ARTICLE 2- MONTANT DE LA SUBVENTION**

Le financeur accorde au bénéficiaire une subvention financée sur le FIQCS selon les modalités suivantes :

Année	Montant de la subvention allouée sur le FIQCS	Montant total du projet	Part de la subvention allouée par le FIQCS sur le coût total du projet
Du 01/04/2009 au 31/03/2010	37 443 €	37 443 €	100%
Total	37 443 €	37 443 €	100 %

Le montant total de la subvention ainsi accordé est de 100 % des dépenses réellement exposées par le bénéficiaire et est plafonné à hauteur de 37 443 €. Seules les dépenses réellement engagées par le bénéficiaire seront couvertes dans la limite de ce plafond.

Le montant de cette dotation se décompose comme suit :

- solde de la convention antérieure : 12 323 euros
- nouvelle dotation : 25 120 euros

La disponibilité budgétaire et financière de l'enveloppe régionale du FIQCS conditionnera le principe de l'octroi de la subvention ainsi que les dates et les montants des versements.

Toute modification relative à la subvention fera l'objet d'une décision modificative et d'un avenant à la convention en cas de modification du montant. Toute modification relative aux modalités de versement ou d'exécution de la convention fera l'objet d'un avenant à la convention.

## **ARTICLE 3- MODALITES PRATIQUES DE VERSEMENT**

### **3.1. Echancier**

#### **3.1.1. Périodicité des versements**

Les versements seront effectués comme indiqué dans l'**annexe 2**.

L'URCAM s'engage à effectuer les versements au bénéficiaire désigné dans la présente convention en respectant l'échéancier joint en **annexe 2**, sous réserve de production par le promoteur des pièces indiquées en conditions.

#### **3.1.2. Fonds dédiés**

Lorsque le financement reçu au titre du FIQCS pour la période du 01/04/2009 au 31/03/2010 n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est inscrit en charges sous la rubrique « engagements à réaliser sur ressources affectées » (compte 6894) et au passif du bilan dans le compte 194 « fonds dédiés sur subvention de fonctionnement ».

L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 « report des ressources non utilisés des exercices antérieurs.

Dans le cas où les actions financées ne seraient pas mises en œuvre lors de l'exercice suivant, les fonds dédiés doivent être repris et les sommes correspondantes reversées au financeur.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser un suivi des actions et montants inscrits en fonds dédiés.

### **3.2. Versements**

Conformément à l'échéancier, les paiements susvisés seront effectués par l'Agent Comptable de l'URCAM  
au compte de l'Association SAMBA  
ouvert Banque : Crédit Mutuel Nord Europe  
tel qu'il ressort du RIB annexé  
Banque : 15629  
Agence : 02622  
Numéro de Compte : 00020084901  
Clé : 02

En cas de changement d'organisme financier teneur du compte, le bénéficiaire notifie à l'agent comptable de l'URCAM ses nouvelles coordonnées bancaires accompagnées d'un nouveau RIB ou RIP.



## **ARTICLE 4- EXECUTION DE LA CONVENTION**

La subvention doit être utilisée **conformément et dans la limite** du budget prévisionnel annuel. Le bénéficiaire s'engage à se doter des outils nécessaires au suivi de ses dépenses et de ses recettes.

### **4.1. Présentation des documents budgétaires**

Le budget prévisionnel annuel est détaillé par postes de dépenses. Il est joint en **annexe 6** à la présente convention. Il est présenté selon la classification comptable suivante :

- Section investissement
- Section charges de personnel
- Section fonctionnement hors charges de personnel
- Section dérogations tarifaires

Des mouvements entre les postes de dépenses peuvent avoir lieu à l'intérieur d'une même section mais pas entre les sections. Pour la section « charges de personnel », le bénéficiaire doit au préalable informer le financeur des mouvements envisagés à l'intérieur de la section.

### **4.2. Contrôle de l'utilisation des financements obtenus**

Le financeur ou tout autre mandataire de son choix, peut procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Le bénéficiaire doit donner toutes facilités au financeur pour la mise en œuvre de ces contrôles.

### **4.3. Conditions d'utilisation de la subvention**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, et dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit du travail...), et de production des pièces fixées dans la présente convention étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers.

Il soumet sans délai au financeur, toute modification juridique ou administrative du projet ou de l'un de ses promoteurs, et plus particulièrement toute modification statutaire.

Le bénéficiaire s'engage à restituer sans délai les financements non utilisés à l'agence comptable de l'URCAM chargée d'effectuer les versements au terme du projet.

#### **4.3.1. Non respect des engagements pris par la structure financée**

En cas de non respect des engagements souscrits par le bénéficiaire celui-ci est avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant les motifs de la suspension des financements.

A compter de la notification de la suspension, le bénéficiaire disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par le financeur.

A défaut de régularisation dans le délai imparti, le financeur aura la faculté de décider du retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

L'URCAM se réserve le droit de procéder à une récupération des sommes trop perçues.

#### **4.3.2. Non utilisation de la totalité du financement**

Tout ou partie du financement non utilisé au terme de la convention quel qu'en soit le motif devra sur demande du financeur lui être reversé, sans délai.

#### **4.4. Dispositions relatives au redressement ou liquidation judiciaire de l'association financée**

L'association en tant que personne morale sans but lucratif mais ayant un objet économique relève du champ des procédures de redressement et de liquidation judiciaire.

Ainsi, en cas de dépôt du bilan par le président de l'association au tribunal de grande instance du siège, ce dernier doit informer par écrit le directeur de la MRS et ou de l'URCAM, l'agent comptable de l'URCAM et communiquer le nom, l'adresse et la qualité de l'administrateur judiciaire.

Les paiements seront effectués par l'agent comptable sur la domiciliation bancaire précisée par l'administrateur judiciaire pendant la période d'observation et/ou de poursuite d'activité.

Le non respect de cette obligation d'information à la charge du président de l'association aboutit en cas d'erreur de paiement de l'agent comptable mis en cause par l'administrateur judiciaire à une obligation immédiate de restitution des sommes indûment perçues à la charge du président de l'association.

A cette fin, le budget prévisionnel devra être certifié par l'administrateur judiciaire.

Dans un souci de sécurité, les paiements seront effectués par l'agent comptable mensuellement.

## **ARTICLE 5- MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION**

### **5.1. Les rapports annuels d'activité**

Au plus tard le 31 mars de chaque année, le bénéficiaire fournit un rapport d'activité du projet, dans lequel il indique :

- les méthodes et outils utilisés dans le pilotage de l'action (nombre de réunions, fréquence, niveau de participation, suivi des formations)
- le nombre de patients pris en charge sur l'année (répartition en % par mois sur l'année)
- la répartition des patients par mode d'accès à la maison médicale de garde (régulation libérale, centre 15, services des urgences, accès direct)
- la provenance géographique des patients
- l'âge des patients
- les motifs de consultation et la répartition en pourcentage
- le nombre de professionnels de santé ou autres et établissements de santé concernés, versus l'objectif fixé
- le suivi des indicateurs indiqués en **annexe 1**
- à fournir les bilans d'étape des actions conduites qui permettent de voir l'atteinte des réalisations au regard des objectifs quantitatifs et qualitatifs définis en annexe.

### **5.2. Le rapport d'activité final**

Le rapport final d'activité devra impérativement être adressé au terme de la présente convention, soit le 31 mars 2010 au plus tard.

### **5.3. Le rapport d'évaluation**

Conformément à l'article D.221-12 du Code de la Sécurité Sociale : il est procédé à une évaluation de l'action financée par le FIQCS à l'issue de chaque période de financement et au moins tous les 3 ans lorsque l'aide est attribuée sur une base pluriannuelle.

L'évaluation finale doit permettre d'apprécier la validité du projet au regard des objectifs initiaux, des conditions de sa réalisation, de l'offre de soins préexistante, des raisons éventuelles qui peuvent justifier des écarts entre les objectifs initiaux du projet et de la réalisation finale.

Le bénéficiaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à l'évaluateur du projet.



## **ARTICLE 6- DISPOSITIONS DIVERSES**

### **6.1. Propriété et publicité des travaux menés dans le cadre du projet financé**

Les dispositions de cet article sont régies par le Code de la Propriété intellectuelle.

#### **6.1.1. Etudes et résultats**

Les études et résultats publiés, édités, divulgués sous le nom du bénéficiaire quel que soit le support, devront mentionner le financement du Fonds d'Intervention pour la Qualité et Coordination des Soins.

L'utilisation, par le bénéficiaire, des logos de l'ARH et l'URCAM est soumise à la validation du financeur.

Le financeur bénéficie d'un droit à communiquer sur le projet.

#### **6.1.2. Système d'information**

Le système d'information du projet répond aux critères d'éligibilité des systèmes d'information des structures de coordination des soins élaborés par le GMSIH et le décret n°2007-960 du 15 mai 2007 relatif à la confidentialité des informations médicales conservées sur support informatique ou transmises par voie électronique fixe le référentiel de sécurité.

Le bénéficiaire s'engage à effectuer, auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, les démarches de déclaration prescrites par la Loi de 1978 et à transmettre la réponse de la CNIL au secrétariat de la MRS.

La base de données du bénéficiaire et les logiciels utilisés sont protégés par le droit d'auteur et / ou par le droit des producteurs de données.

Le logiciel et le développement des solutions techniques restent la propriété du bénéficiaire.

#### **6.1.3. Autres dispositions**

- Le bénéficiaire autorise l'ARH et l'URCAM à mettre en ligne sur leurs sites Internet des informations non confidentielles concernant les membres et l'activité du projet et le cas échéant, créer des liens entre leurs sites et les coordonnées Internet du projet.
- Le bénéficiaire se tient à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales et parafiscales.
- En cas de réseau de santé, il fournit à chaque professionnel de santé concerné un relevé annuel des rémunérations dérogatoires versées par le réseau.

## **6.2. Condition de résiliation de la présente convention**

En cas d'emploi du financement dans un autre but que celui prévu aux articles ci-dessus, la convention sera résiliée de plein droit. La récupération par le financeur de tout ou partie de la subvention octroyée se fera sans préjudice par la MRS ou le bureau de tout recours en droit commun, comme indiqué dans l'article 4.3.2, tout ou partie du financement non utilisé devra sur demande du financeur lui être reversée, sans délai. L'URCAM adressera une lettre recommandée avec AR indiquant le montant devant lui être reversé.

Le bénéficiaire peut également demander la résiliation de la présente convention en adressant une lettre recommandée avec accusé réception à la MRS précisant cette demande et sa motivation. La décision prend effet 10 jours après réception de la lettre par le financeur. De plus, le bénéficiaire s'engage à restituer tout ou partie de la subvention non utilisée à l'URCAM sans délai (cf. article 4.3.2).

## **ARTICLE 7- MISE EN ŒUVRE DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature.

La présente convention est conclue pour la durée du financement prévue dans la décision de financement (ou les éventuelles décisions modificatives) soit jusqu'au 31 mars 2010.

Le Directeur de la MRS et celui de l'ARH et l'Agent Comptable de l'URCAM Nord Pas de Calais, sont chargés de l'exécution de la présente convention et du suivi de son exécution.

Fait à Villeneuve d'Ascq en quatre exemplaires le 30 juillet 2009.

**Pour la MRS Nord Pas de Calais**

Le Directeur, Monsieur Bernard SCHMITT

**Pour l'ARH Nord Pas de Calais**

Le Directeur, Monsieur Dominique DEROUBAIX

Pour le Directeur empêché,  
Le Secrétaire Général,

**Bernard DELAETER**

L'agent Comptable de l'URCAM, Monsieur Marcel BRACHET

**Pour l'association SAMBA**

La Présidente Madame le Docteur Nathalie ROUSSELOT

## **TABLEAU DES ANNEXES**

ANNEXE 1	Objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet
ANNEXE 2	Echéancier des versements
ANNEXE 3	Tableau de suivi de la trésorerie
ANNEXE 4	Etat récapitulatif des factures à compléter aux échéances prévues par l'annexe 3 à la convention.
ANNEXE 5	Attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales
ANNEXE 6	Budget accordé pour l'année 2009-2010



## **Annexe 2 : échéancier des versements**

N° de versement	Date	Montant	Conditions
Premier versement	1/08/2009	80% du montant de la subvention soit 20 096 euros.	➤ signature de la convention
2	A compter du 15 décembre 2009	20% du montant de la subvention annuelle, soit 5 024 euros.	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ d'une consommation des crédits à hauteur de 70% des versements. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en <b>annexe 3</b>.</li><li>➤ d'un état récapitulatif des dépenses acquittées payées du 01/04/2009 au 30/11/2009 et prévisionnelles du 01/12/2009 au 31/03/2010 signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en <b>annexe 4</b>.</li><li>➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales figurant en <b>annexe 5</b>.</li></ul>

## **Annexe 1 : objectifs qualitatifs et quantitatifs du projet**

Suivi des objectifs opérationnels du projet	Indicateurs de suivi	Résultat attendu au 31/03/10 (terme de la convention)	Réalisation de l'objectif au 31/03/10 (terme de la convention), avec explication de l'écart, le cas échéant
S'intégrer au dispositif organisationnel de la permanence des soins	Nombre d'actes régulés	90% d'actes régulés	
Réaliser un suivi régulier de l'activité de la permanence des soins	Production d'un rapport d'activité	Rapport d'activité remis à la MRS	

A noter : le rapport d'activité devra présenter

- une description du fonctionnement de la MMG (heures d'ouverture, secteur(s) de garde couvert(s), nombre de médecins généralistes...)
- le nombre de patients reçus par la MMG sur l'année avec un état comparatif par rapport à l'année précédente ;
- l'origine des patients ;
- l'âge des patients ;
- les motifs de consultation ;
- les décisions prises ;
- la provenance des patients (régulation libérale, services des urgences, entrée directe...).

## **Annexe 2 : échéancier des versements**

N° de versement	Date	Montant	Conditions
Premier versement	1/08/2009	80% du montant de la subvention soit 20 096 euros.	➤ signature de la convention
2	A compter du 15 décembre 2009	20% du montant de la subvention annuelle, soit 5 024 euros.	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ d'une consommation des crédits à hauteur de 70% des versements. La trésorerie sera indiquée dans le tableau en <b>annexe 3</b>.</li><li>➤ d'un état récapitulatif des dépenses acquittées payées du 01/04/2009 au 30/09/2009 et prévisionnelles du 01/10/2009 au 31/03/2010 signé par le comptable/trésorier et le Président/Directeur, figurant en <b>annexe 4</b>.</li><li>➤ d'une attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales figurant en <b>annexe 5</b>.</li></ul>



### Annexe 3 : tableau de suivi de la trésorerie prévu par l'annexe 2

Date

Nom du promoteur :

Echéance n° :

Montant du/des versement(s)

Analyse à partir de la Trésorerie arrêtée au:

La situation de trésorerie au s'élèvent à A déduire :	montre que les disponibilités	euros
- Dépenses prévisionnelles d'investissement du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles de personnel du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles de fonctionnement hors charges de personnel du xx/xx/xx au xx/xx/xx		- euros
- Dépenses prévisionnelles relatives aux dérogations tarifaires du xx/xx/xx au xx/xx/xx *		
A rajouter :		
- Paiement le de la subvention complémentaire au xx/xx/xx de		+ euros
Soit un excédent de trésorerie au xx/xx/xx estimé à		euros

\* Si le projet est un réseau de santé

Observations :

### Annexe 4 : état récapitulatif des factures à compléter aux échéances prévues par l'annexe 2.

Date d'établissement de la facture	Fournisseurs	Ligne budgétaire correspondante du budget FIQCS accordé	Montant de la facture TTC	Montant total de la facture à retenir sur le FIQCS
DEPENSES ACQUITEES				
DEPENSES PREVISIONNELLES				

Signature  
du comptable/trésorier

Signature  
du Président/Directeur

**Annexe 5 : Attestation sur l'honneur relative aux respects des obligations fiscales et cotisations sociales**

**Annexe 6 : budget accordé pour la période du 1/04/2009 au 31/03/2010**

**MMG DE BOULOGNE SUR MER  
Association Samba  
Budget du 1/04/2009 au 31/03/2010**

<b>Postes de dépenses</b>		<b>Financement du 1/04/2009 au 31/03/2010</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
Matériel informatique		2 493
Logiciel informatique		200
Matériel médical		500
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>		<b>3 193</b>
<b>FONCTIONNEMENT HORS CHARGES DE PERSONNEL</b>		
<b>Frais généraux</b>		
Assurance		850
Fournitures petits matériels		600
Fournitures médicales		2 500
Frais Postaux + Tél + Internet		1 500
Locaux et charges et frais d'entretien		4 700
Maintenance informatique		600
Réunion du comité exécutif		3 000
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT HORS CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>13 750</b>
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>		
<b>Rémunérations et Honoraires (charges incluses)</b>		
Expert comptable		6 000
Secrétariat		10 000
Médecin coordonnateur		4 500
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>		<b>20 500</b>
<b>DEPENSES DEROGATOIRES</b>		
-		0
<b>TOTAL DEROGATIONS</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>37 443</b>
<b>Solde au 31/03/2009</b>		<b>12 323</b>
<b>FINANCEMENT DEMANDE</b>	<b>-</b>	<b>25 120</b>